

•• le premier mouvement social dans l'histoire qui ne s'est pas fait contre le patronat », analyse Geoffroy Roux de Bezieux. Il en veut pour preuve l'absence de grèves pendant cette période. « Quand ils ont réalisé qu'ils ne craignaient rien, les mêmes qui étaient prêts à tout céder quelques jours plus tôt disaient qu'il fallait tenir bon, se souvient, en souriant, le président du Medef. La grande peur des bien-pensants était passée. »

Plus que les entreprises, c'est le pouvoir qui est visé ; l'élite, les riches ou ceux désignés comme tels. À ce titre, les habitants du seizième arrondissement de Paris sont spontanément considérés par la foule comme l'incarnation de cette France des possédants et des privilégiés. « Le seizième a toujours été stigmatisé. Cela remonte aux années 1930 et au mythe des deux cents familles [selon lequel un petit groupe contrôlerait l'économie du pays], quand la bourgeoisie s'y installait en masse », note Claude Goasguen, député LR et ancien maire de l'arrondissement. Une réputation injustifiée, selon lui. « On a certes un gros ISF immobilier avec 70 000 contributeurs, mais c'est loin derrière le septième et le huitième, qui ne sont jamais vilipendés. Sans compter que les vrais riches ne sont pas à Paris, ils habitent depuis longtemps au Luxembourg ou en Belgique. » Il n'empêche, le seizième reste dans l'imaginaire collectif l'écrin des puissances de l'argent.

ALORS QUE LES SAMEDIS DE MOBILISATION SE SUIVENT et se ressemblent, les habitants de l'arrondissement sont contraints de changer leurs habitudes. Dès le 8 décembre, les voitures disparaissent des rues, notamment les plus luxueuses. Le vendredi, on les cache au fond des parkings souterrains ou à la campagne. Les plus inquiets et les plus fortunés ont recours à des sociétés de sécurité privées. Quelques hôtels particuliers s'équipent de *safe room*, pièce sécurisée avec eau, nourriture et moyens de communication pour se replier en famille en cas de grabuge. L'habitude est rapidement prise de s'exiler tous les week-ends. Les maisons de campagne sont ouvertes dès le vendredi après-midi jusqu'au dimanche tard dans la nuit, les chambres d'hôtel réservées d'une semaine sur l'autre.

Le premier trimestre enregistre un boom de fréquentation sur la côte normande, mais aussi en Bretagne et dans les Hauts-de-France. Plus 70 % de réservations hôtelières en Seine-Maritime par rapport à 2018, + 55 % dans le Calvados, 40 % dans la Manche, 35 % dans l'Eure ou dans les Côtes-d'Armor. La seule commune de Deauville voit son taux augmenter de 55 % selon les chiffres de la plateforme de voyages Expedia Group. Une manne pour les économies locales : Montfort-l'Amaury,

Fontainebleau, Forges-les-Eaux, Le Touquet, Deauville, Trouville... Les restaurateurs et les commerces en profitent. Car, plutôt que de rester à Paris regarder brûler leurs grosses cylindrées, certains préfèrent aller faire chauffer leurs cartes bleues à l'abri des casseurs.

Deauville devient ainsi un refuge idéal : deux heures et demie de Paris par l'autoroute, hôtels et restaurants en pagaille. Avec un atout supplémentaire en période de fête sur les autres destinations : une offre pléthorique d'enseignes allant d'Hermès à Benetton en passant par les marques de prêt-à-porter haut de gamme. Sans compter les joailleries, antiquaires ou magasins de décoration, il y en a pour tous les goûts. C'est ici que les « exilés du week-end » en profitent pour faire leurs courses de Noël. « Nous avons constaté une activité économique en hausse, des records de flux et de consommation, reconnaît le maire de la ville, Philippe Augier. Les gens ne voulaient pas rester à Paris à cause des exactions des "gilets jaunes". À cela s'est ajoutée une météo très douce pour la saison qui a favorisé les déplacements. » Résultat : 20 à 30 % de bénéfices supplémentaires pour les commerces de la région fin 2018 et une affluence remarquable en janvier et février, généralement considérés comme période creuse pour les hôteliers et les restaurateurs. Serge Salmon, le patron des Quatre Chats, restaurant en vue de Trouville, avoue avoir fait une excellente saison. « On a travaillé à merveille », confie-t-il, en ayant néanmoins du mal à se réjouir : « J'ai commencé dans ce restaurant avec un smic à deux. Même si ça marche bien aujourd'hui, je ressens un malaise à me frotter les mains. J'aurais préféré moins bien travailler et que la société se porte mieux. »

Pour tous les autres, ceux qui ne disposent pas de résidences secondaires et de comptes bancaires opulents, il a fallu s'organiser. L'épouse d'Yves, le retraité de l'avenue Kléber, était si inquiète après le 1^{er} décembre que son mari l'a emmenée dormir le week-end suivant dans un hôtel de Neuilly. Le dimanche, ils ont croisé une dizaine de « gilets jaunes » en sortant de l'établissement et se sont dit que décidément ils ne seraient tranquilles nulle part. Alors autant rester chez eux, fenêtres et volets fermés. « Quand le vendredi soir on voyait les banques recouvrir leurs façades, on savait que ça allait casser le lendemain », raconte Yves. Claude Goasguen pointe le rôle des chaînes d'information en continu qui donnent à voir une guérilla urbaine permanente et celui des réseaux sociaux où se propagent photos et vidéos-chocs, témoignages, rumeurs et « fake news ». « Il n'y a pas eu de mise à sac du seizième, assure-t-il. Néanmoins, pour les gens, c'était l'horreur. L'inquiétude a gonflé par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Les mères de famille – très puissantes dans cet arrondissement et regroupées en associations – considéraient qu'il y avait un risque majeur à envoyer leurs enfants à l'école.

Des groupes Facebook composés de milliers de personnes échangeaient au sujet des violences et relayaient les angoisses, parfois à l'excès. Il a fallu essayer de rassurer. »

Pour Noël, les habitants ont fait au plus simple et ont tout acheté sur Internet. « Le grand bénéficiaire a été Amazon », soupire Claude Goasguen, qui assure que certaines enseignes de son arrondissement ont vu leur chiffre d'affaires baisser des trois quarts. Isabelle, avec ses deux enfants en bas âge, s'est arrangée pour fuir les gaz lacrymogènes de son quartier tous les week-ends, ou presque, en partant dès le vendredi dans la maison normande d'amis proches. Le reste du temps, elle a pris l'habitude de faire ses courses dans d'autres arrondissements de la capitale. Dans son immeuble, le gardien a fait office de vigie, distribuant les consignes : « laissez vos voitures dans les parkings dès ce soir », « ne sortez pas aujourd'hui ». Didier, lui, n'a pas voulu « désertier », même si sa rue se transformait en souricière le week-end avec des cars de CRS barrant le passage et des groupes entiers de manifestants menottés en bas de chez lui : « On devait montrer notre carte d'identité sans cesse. Jusqu'en mars, on a vécu sous couvre-feu. On n'était pas libres de nos mouvements. » Avec quelques voisins, ils se relayent le samedi matin tôt avant l'arrivée des « gilets jaunes » pour ramener des provisions aux personnes âgées qui ont peur de sortir.

Alors qu'ils commençaient à peine à s'habituer à vivre au rythme des samedis de colère, mi-mars, une vidéo postée sur les réseaux a tétanisé les riverains. Un « gilet jaune », face caméra, lance une « lettre ouverte aux habitants du seizième » : « On connaît vos adresses, on va faire brûler votre arrondissement. » Une nouvelle étincelle qui enflamme le quartier. Le député Claude Goasguen saisit la justice et fait interdire la vidéo. Les veilles de week-end, les résidents sont alors informés par SMS du parcours des manifestations d'après les informations données par la Préfecture. Mais « ça ne servait à rien, déplore le député. Les gens n'avaient plus confiance ». Huit mois plus tard, les « gilets jaunes » ne pénètrent plus dans l'arrondissement, les rues ont repris leur allure d'antan, mais la confiance n'est pas revenue. Les commerçants peinent à attirer à nouveau les clients. Les habitants ont changé leurs habitudes. Le week-end, ils ne se promènent plus, et la rue de Passy, naguère si animée, a perdu de son panache. Au-delà des conséquences économiques lourdes, c'est le moral de tout un quartier qui est profondément atteint. « Les habitants du seizième vivent mal d'être montrés du doigt et caricaturés, explique Claude Goasguen. Ils ont une forme de mauvaise conscience. Ce qui s'est passé avec les "gilets jaunes" a ravivé la mauvaise image qu'ils ont d'eux-mêmes. »

La semaine prochaine : ces femmes « gilets jaunes » confrontées à la police et la justice pour la première fois